



ACCUEIL > SOCIÉTÉ

Au Sénégal, un centre vient en aide aux victimes africaines de violences

Aisha, Sierra-Léonaise de 37 ans, pleure encore lorsqu'elle raconte ...

© 2011 AFP | Publié le 18/03/11 à 00h00 — Mis à jour le 21/03/11 à 08h02

Aisha, Sierra-Léonaise de 37 ans, pleure encore lorsqu'elle raconte son viol à l'âge de 11 ans, mais son avenir est moins sombre depuis qu'elle fréquente un centre d'aide pour victimes de tortures et violences en Afrique de l'Ouest créé en 2001 à Thiès, au Sénégal.

La jeune femme a témoigné lors de la visite, jeudi, de la Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Navi Pillay, au Centre africain pour la prévention et la résolution des conflits (Caprec) et sa structure de soins, Victimes de violences réhabilitées (Vivre), dans cette ville à l'est de Dakar.

Entre larmes et silences, Aisha explique à l'AFP avoir été abusée "par un très proche" membre de sa famille. "Quand cela s'est passé, les membres de ma famille ne m'ont pas défendue, ils m'ont poussée hors du pays", au milieu des années 1980.

Aujourd'hui, après trois ans au centre, elle dit n'être "plus désespérée. Je sais que j'ai un futur, que ce n'était pas ma faute". Puis dans un sourire: "je m'imagine dans l'avenir comme une chef disponible, aidant d'autres femmes comme moi à sortir de leur situation et tout le monde serait fier de moi!".

Le Caprec/Vivre doit son existence à l'avocat sénégalais Sidiki Kaba, président d'honneur de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et ses compatriotes Bamba Diop, chirurgien, et Mabassa Fall, universitaire. Ils ont mis en commun leurs "expériences de la vie avec des convictions partagées pour la défense de la dignité humaine", selon M. Kaba.

Objectif: "défendre les droits de l'homme et tenter de les protéger" d'abord par la prévention à travers l'éducation, ensuite l'assistance aux victimes de "violation des droits de l'Homme, actes de torture, atteintes à l'intégrité physique, viols" par la "réhabilitation psychologique, médicale et sociale". Si besoin, le centre apporte aussi une assistance judiciaire aux victimes "pour que leurs droits soient reconnus devant les tribunaux", explique Me Kaba.

Le Caprec/Vivre, qui emploie 13 personnes, est financé par le fonds de l'ONU pour le soutien aux victimes de torture, des ONG internationales et d'autres donateurs anonymes.

Depuis sa création, il a assisté près de 1.630 personnes de 17 pays africains, dont la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Sierra Leone, la Gambie, l'Erythrée ou le Sénégal, parce qu'ici, "nous avons aussi des victimes de torture et de maltraitance par des forces de l'ordre, bien que cela ne soit pas systématique", affirme Bamba Diop.

"La majeure partie des victimes sont des réfugiés ou demandeurs d'asile. Notre rôle est de leur redonner goût à la vie", souligne Assane Diouf, responsable de la prise en charge médicale. "La réhabilitation prend un peu de temps", environ trois ans, ajoute-t-il.

Lors de sa visite, Mme Pillay s'est montrée attentive aux récits des victimes du centre où un journaliste gambien se disant persécuté croise une Congolaise, torturée pour qu'elle révèle où se cache son mari porté disparu. Et aussi Sarah, une Ivoirienne qui affirme avoir été violée et "chassée" de son pays au début des années 2000 "par des exactions", à cause des opinions politiques de ses parents, originaires du nord de la Côte d'Ivoire.

Son fils, 9 ans à l'époque, "a été pris à l'école, torturé pendant 45 jours. Il a fallu du temps pour le soigner", témoigne Sarah. "Nous avons été recueillis par le centre, nourris, hébergés, soignés... Maintenant, ça va mieux."